|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | |  | **COM** |   **PROCES-VERBAL N°7 DE LA REUNION**  **CONSEIL MUNICIPAL du Mardi 30 août 2022 à 20H** |  |

Convocation en date du : 26 août 2022

Présidence : Madame Béatrice PRITZY

Lieu : Petite salle – Chapelle d ‘Huin

Membres en exercice : 14

Secrétaire de séance : Christophe REGNIER

*Présents:* Béatrice PRITZY, Jean-Michel GUIGNARD, Cédric BRAGARD, Claude DESCOURVIERES, Marie-Odile GARNIER, Pascal GARNIER, David LETONDAL, Mikaël NICOLAS, Christophe REGNIER.

Absents excusés ayant donné procuration : Bruno DECOURVIERES à Claude DESCOURVIERES, Robert GUYOT à Marie-Odile GARNIER, Maxime GIRARD à Béatrice PRITZY.

Absents excusés : Laurie MAUGAIN et Philippe GROS.

*9 membres présents à la réunion + 3 procurations + 2 absents excusés : Quorum atteint*

**ORDRE DU JOUR :**

*Validation du procès-verbal du 5 juillet 2022*

1. Convention « Points-Nœuds » entre le Département et la commune,
2. Urbanisme,
3. Motion de soutien à la formation de secrétaire de mairie,
4. Débat et vote du PADD (Projet d’Aménagement et de Développement Durable),
5. Financement des travaux Eau & Traversée du village,
6. Périscolaire,
7. Location logement communal 5 Place de l’école,
8. Questions diverses.

**Validation du procès-verbal :**

Validé mais il a été omis la demande d’autorisation du GAEC de la Vie Pont pour mettre en place une conduite de lactosérum, de la fromagerie à sa porcherie à ses frais ; les travaux se feraient en concomitance avec ceux de la conduite d’eau communale par la même entreprise.

En préambule, le Maire demande l’ajout d’un sujet à traiter : Antivirus et sauvegarde des données du secrétariat de mairie.

Demande acceptée.

L’antivirus de l’ordinateur communal arrive à échéance le 3 septembre 2022. L’ADAT (Agence Départementale d’Appui aux territoires), après un audit réalisé auprès du secrétaire de mairie, propose un devis en vue d’installer un antivirus et réaliser une sauvegarde des données trois fois par semaine pour un montant de 29 € par mois.

**DELIBERATION**

**DCM n°1 30 08 2022**

L’exposé du maire étant entendu, les conseillers municipaux valident à l’unanimité ce devis.

1. **CONVENTION « POINTS-NŒUDS » A ETABLIR ENTRE LE DEPARTEMENT DU DOUBS ET LA COMMUNE**

Dans le cadre de sa politique cyclable, le Département du Doubs participe au déploiement d’itinéraires cyclables sur son territoire via plusieurs modalités d’intervention dont le système de jalonnement « points-nœuds ». 3 panneaux dits « Points-Nœuds » ont été installés en bordure des chemins communaux, sans qu’aucune demande n’ait été faite en commune. Il nous est demandé de surveiller cette signalisation, entretenir ses abords et avertir le Département si une maintenance s’avère nécessaire.

**DELIBERATION**

**DCM n°2 30 08 2022**

L’exposé du maire étant entendu et après avoir délibéré, les conseillers municipaux votent : 11 contre et une abstention.

1. **URBANISME**

PC déposé par Gérard Pritzy pour la construction d’un garage monobloc, Grande Rue.

1. **MOTION DE SOUTIEN A LA FORMATION DE SECRETAIRE DE MAIRIE**

Le Centre de Gestion (CDG) du Doubs a développé depuis plusieurs années des dispositifs de qualification sur les fonctions de secrétaire de mairie et de gestionnaires administratifs. Malgré les enjeux et l’intérêt pour les collectivités territoriales rurales, La Région n’a pas répondu favorablement à la demande de ce soutien financier du diplôme universitaire Gestionnaire/secrétaire de mairie et la session 2022 n’a pu s ‘ouvrir pour cette raison. C’est la raison pour laquelle le Conseil d’administration du CDG du Doubs a adopté une motion de soutien initiée par ses voisins de Haute-Saône et appelle les conseils municipaux et communautaires du département à se prononcer sur la demande de soutien déposée auprès du Conseil Régional.

**DELIBERATION**

**DCM n°3 30 08 2022**

Le rapport du Maire entendu, le conseil municipal affirme son soutien à l’unanimité à la formation des secrétaires de mairie du GASM (Gestionnaire Administratif- Secrétaire de Mairie).

**4. DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PADD,**

Le Maire précise que le document complet a été envoyé aux conseillers municipaux et qu’il a été étudié à plusieurs reprises par l’ensemble des Maires de la CCA 800. Il présente ensuite le PADD qui fixe le projet d’aménagement du territoire :

Le projet du territoire se décompose en trois objectifs et 9 grandes orientations :

* **Objectif 1** Inscrire le développement d’Altitude 800 dans une logique de gestion économe de - l’espace en affirmant son rôle au sein du territoire du Pays du Haut-Doubs.
* **Objectif 2** Privilégier un rééquilibrage géographique des zones économiques et garantir le maintien et le développement d’une agriculture et d’une forêt productives et durables.
* **Objectif 3** Valoriser les richesses environnementales, paysagères et patrimoniales pour conforter l’identité du territoire.

À la fin de cette présentation, le Maire informe les conseillers municipaux que chaque commune de la CCA 800 devra débattre le PADD dans son conseil municipal. Il est demandé aux communes que ce débat se tienne avant le 30 septembre 2022.

Pascal Garnier déplore que le Conseil Municipal soit au pied du mur, face à ce document déjà validé par le Conseil Communautaire CCA 800 et les services de l’Etat.

Christophe Régnier s’interroge sur l’utilisation des terres agricoles : création d’une scierie à la Vrine pour quelques emplois seulement pour une consommation de 5 ha de terres agricoles et consommation de terres arables pour l’extension du karting. Il demande ce que veut dire : « Engager des mesures visant à réduire la consommation en eau potable pour le bétail et l’irrigation des terres » alors que l’on a vu cet été en période de sécheresse, des personnes qui remplissaient leur piscine ?

C. Régnier constate que dans l’élaboration du PADD, il n’est mentionné nulle part qu’à Levier , il y a un groupe scolaire comprenant 760 apprenants et plus de 110 salariés, un pôle enseignement supérieur et depuis la rentrée 2022, une formation d’apprentis est mise place pour les BTS agricoles.

De plus, n’apparait pas le PAT (Plan alimentaire territorial) alors qu’il est débattu pour le moment dans le PADD du Grand Pontarlier.

Marie-Odile Garnier voudrait savoir ce que l’on entend par : 33 logements vacants à Chapelle d’Huin ?

Cédric Bragard s’interroge sur le tracé défini par la loi Montagne : Pourquoi la ferme Maugain n’est-elle pas détourée en jaune ? le tracé Rose définit -il déjà le futur zonage ?

**DELIBERATION**

**DCM n°4 30 08 2022**

**Objet : Débat sur les orientations générales du Projet d’Aménagement et de Développement Durables du PLUi de la Communauté de communes Altitude 800.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l’Urbanisme et notamment ses articles L. 151-2, L. 151-5 et L. 153-12,

Vu la délibération du 4 juin 2018 du Conseil Communautaire de la Communauté de communes Altitude 800 prescrivant l’élaboration d’un PLUi sur le territoire de la CCA 800,

Vu la délibération complémentaire de prescription de l’élaboration du PLUi en date du 24 février 2020,

Vu le débat qui s’est tenu au conseil communautaire le 4 juillet 2022,

Entendu l’exposé du Maire,

CONSIDERANT que l’article L. 151-2 du Code de l’urbanisme dispose que les PLU comportent un projet d’aménagement et de développement durables (PADD),

CONSIDERANT que le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune ;

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L. 141-3 et L. 141-8 du Code de l’urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article [L. 153-27](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000043977819&dateTexte=&categorieLien=id) du Code de l’urbanisme.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

CONSIDERANT qu’un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5 du Code de l’urbanisme, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme,

CONSIDERANT que lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des conseils municipaux des communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme,

CONSIDERANT les orientations générales du PADD telles que :

1. **Inscrire le développement d’Altitude 800 dans une logique de gestion économe de l’espace en affirmant son rôle au sein du territoire du Pays du Haut-Doubs**
2. **Privilégier un rééquilibrage géographique des zones économiques et garantir le maintien et le développement d’une agriculture et d’une forêt productives et durables**
3. **Valoriser les richesses environnementales, paysagères et patrimoniales pour conforter l’identité du territoire**

CONSIDERANT le débat qui s’est tenu à propos de ces 3 orientations générales et le compte-rendu annexé à la présente délibération,

**Le Conseil Municipal, après en avoir débattu :**

**PREND ACTE de la tenue d’un débat sur les orientations générales du PADD en son sein.**

1. **FINANCEMENT DES TRAVAUX : CONDUITE D’EAU ET TRAVERSEE DU VILLAGE**

Cédric Bragard présente les besoins financiers pour chaque projet :

* 290.000 € pour le remplacement de la conduite d’eau,
* 515.000 € pour la traversée du village,
* Un prêt relais dans l’attente de recevoir des subventions et les remboursements de la TVA.

Pour ce faire, il a contacté trois banques qui ont répondu à nos attentes, faisant des propositions sur des durées différentes dont le détail est présenté ci-dessous :

**Conduite d’eau Traversée du village**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| CAFC | 290 000 € | | 290 000 € | | 290 000 € | |  | | 515 000 € | | 515 000 € | | 515 000 € | |
|  | 240 mois | | 234 mois | | 300 mois | |  | | 240 mois | | 234 mois | | 300 mois | |
|  | 3% | | 2.80% | | 3% | |  | | 3% | | 2.80% | | 3% | |
|  | trimestrielle | | trimestrielle | | trimestrielle | |  | | trimestrielle | | trimestrielle | | trimestrielle | |
|  | 4 833.78 € | | 4 837.54 € | | 4 132.55 € | |  | | 8 584.13 € | | 8 590.80 € | | 7 338.84 € | |
|  |  | |  | |  | |  | |  | |  | |  | |
| CEFC | 290 000 € | | 290 000 € | | 290 000 € | |  | | 515 000 € | |  | | 515 000 € | |
|  | 240 mois | |  | | 300 mois | |  | | 240 mois | |  | | 300 mois | |
|  | 3% | |  | | 3.01% | |  | | 3% | |  | | 3.01% | |
|  | trimestrielle | |  | | trimestrielle | |  | | trimestrielle | |  | | trimestrielle | |
|  | 4 833.78 € | |  | | 4 137.10 € | |  | | 8 584.13 € | |  | | 7 346.91 € | |
|  | annuelle | |  | | annuelle | |  | | annuelle | |  | | annuelle | |
|  | 19 492.56 € | |  | | 16 672.64 € | |  | | 34 616.09 € | |  | | 29 608.32 € | |
|  |  | |  | |  | |  | |  | |  | |  | |
| BPBFC | 290 000 € | |  | | 290 000 € | |  | | 515 000 € | |  | | 515 000 € | |
|  | 240 mois | |  | | 300 mois | |  | | 240 mois | |  | | 300 mois | |
|  | 2.76% | |  | | 2.96% | |  | | 2.76% | |  | | 2.96% | |
|  | trimestrielle | |  | | trimestrielle | |  | | trimestrielle | |  | | trimestrielle | |
|  | 4 729.26 € | |  | | 4 114.39 € | |  | | 8 398.52 € | |  | | 7 306.58 € | |
|  | 2.79% | |  | | 2.99% | |  | | 2.79% | |  | | 2.99% | |
|  | annuelle | |  | | annuelle | |  | | annuelle | |  | | annuelle | |
|  | 19 116.07 € | |  | | 16 635.53 € | |  | | 33 947.50 € | |  | | 29 542.41 € | |
|  | |  | |  | |  | |  | |  | |  | |
|  | |  | |  | |  | |  | |  | |  | |
|  | | Prêt relais | |  | |  | |  | |  | |  | |
|  | | BP | | 2,49% taux fixe | | | |  | |  | |  | |
|  | | CE | | 1,89 % taux fixe | | | |  | |  | |  | |
|  | | CA | | Euribor 3 mois (0,456%) + 0,40 | | | | | |  | |  | |
|  | |  | | taux plancher 0,40 % pas de maxi | | | | | |  | |  | |
|  | |  | |  | |  | |  | |  | |  | |
|  | | Frais de dossier | | | |  | |  | |  | |  | |
|  | | BP | | 0,10 % du prêt | | | |  | |  | |  | |
|  | | CE | | 0,15 % du prêt | | | |  | |  | |  | |
|  | | CA | | 0,10 % du prêt | | | |  | |  | |  | |
|  | |  | |  | |  | |  | |  | |  | |
| BP : accord de principe sur les deux financements | | | | | | | |  | |  | |  | |
| CE : OK pour financement EAU, réticent à l'idée de prêter pour la traversée du village | | | | | | | | | | | | | |
| CA : Accord verbal si total des financements<1 MO €. Maxi 60 % du relais subv et TVA | | | | | | | | | | | | | |
|  | |  | |  | |  | |  | |  | |  | |

**DELIBERATION**

**DCM n°5 30 08 2022**

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que pour financer l’objet : traversée du village et remplacement conduite eau Grande Rue, il est opportun de recourir à un emprunt.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des propositions remises par les différentes banques ayant répondu, et après en avoir DELIBERE,

DECIDE de contracter auprès du CREDIT AGRICOLE FRANCHE-COMTE deux emprunts dont les caractéristiques sont les suivantes dont l’offre est valable jusqu’au 17 septembre 2022 :

* **Conduite d’eau :**
* **Montant** : 290 000 €
* **Durée :** 234 mois
* **Taux fixe : 2.80 %**

pour une première échéance 4 837.54 € par trimestre après déblocage des fonds au plus tard le 17 décembre 2022.

**Périodicité : Trimestrielle**

**Frais et commissions**: 0.10% du prêt

* **Traversée du village :**
* **Montant :** 515 000 €
* **Durée :** 234 mois
* **Taux fixe : 2.80 %**

Pour une première échéance 8590.80 € par trimestre après déblocage des fonds au plus tard le 17 décembre 2022.

* **Périodicité : Trimestrielle**

* **Frais et commissions**: 0.10% du prêt

Le Conseil Municipal approuve le tableau d’amortissement de chaque prêts et autorise le Maire à signer les contrats et tous documents se rapportant à ces opérations.

1. **PERISCOLAIRE**

À la suite de la réunion du 23 juin 2022, Fabien Mersch directeur des Francas au Val d’Usiers a reçu 18 dossiers d’inscription. Le périscolaire ouvrira donc 4 jours par semaine, sauf périodes de vacances, à la petite salle aux horaires suivants, en fonction des enfants inscrits : de 7 h 30 à 8 h 30, puis de 11 h 30 à 13 h 30 et après l’école de 16 h 30 à 18 heures.

Le démarrage se fera avec le mobilier existant mais l’achat d’un four de réchauffe s’avère nécessaire.

Un devis, demandé par Bruno Descourvières aux Ets Déliot à Thise, est présenté pour un montant de 2.100 € HT, pour un four neuf. Cet achat se fera dans les meilleurs délais.

1. **LOGEMENT COMMUNAL- 5 PLACE DE L’ECOLE**

Ce logement, ayant bénéficié d’aides de l’Etat lors de sa rénovation, une convention existe depuis 1998 et, est renouvelée par tacite reconduction pour des périodes triennales, sous réserve de dénonciation expresse par l’une ou l’autre des parties. La durée de cette convention court jusqu’au 30 juin 2024.

Le loyer maximum relatif à cette convention est de 3.62€ au m2 au 1er janvier 2022, soit un montant de 562,66 € mensuel pour ce logement.

1. **QUESTIONS DIVERSES**

* Suite à la vacance de l’appartement 3 Place de l’école, il est envisagé de créer une salle de motricité à l’étage, dans cet appartement. François Garcia conseiller communautaire en charge des bâtiments, fera établir des devis d’électricité et de peinture pour mettre en état cette pièce.
* Bois : Claude Descourvières informe que 700 m3 de chablis ont été marqués par l’ONF et 80 m3 par Florian Greusard. Un lot de la parcelle 14 sera présenté à la vente d’automne en résineux. L’affouage est reconduit, les inscriptions se feront du 5 au 30 septembre 2022.
* Les travaux de l’église ont été effectués par l’entreprise Picard au cours de l’été, conformes au devis, pour un montant de 2.720 € HT.
* La journée du souvenir des AFN aura lieu dimanche 18 septembre à Chapelle d’Huin. Après la cérémonie commémorative au monument aux morts à 10 h 45, la municipalité offrira un vin d’honneur à la petite salle.
* Les journées du Patrimoine auront lieu samedi 17 septembre de 14 h à 19 h et dimanche 18 septembre de 10 h à 18 h à la salle des fêtes.

La séance est levée à 23 heures 30.

La Secrétaire de séance, Le Maire,

Christophe Régnier. Béatrice Pritzy.